

"QUEL AVENIR VOULONS-NOUS POUR LES PAYS DE LA LOIRE ?"

CONCLUSION GENERALE

"Bâtir avec et pour les Hommes la réussite de l'Ouest"

Rapporteur général du Plan : Yves GELLUSSEAU

*Un long terme incertain qu'il faut imaginer
des propositions critiquables et faites pour être discutées.*

La volonté de se projeter à 15 ou 20 ans dans un monde en ébullition et de ne pas admettre que l'avenir se lise dans les tendances du passé, entraîne nécessairement dans un univers hypothétique, nouveau et incertain. Les idées et les propositions forgées dans cet exercice sont de ce fait critiquables et livrées pour l'être, afin d'entrer dans une concertation avec les pouvoirs décisionnaires qui devront, eux, prendre les options qu'ils jugeront les meilleures.

Des points forts et des propositions d'action à mettre en avant.

Cette conclusion ne reprendra pas tous les thèmes et toutes les pistes que contiennent les sept chapitres de cette première contribution, mais essaiera d'en extraire quelques points forts méritant une action immédiate et déterminée.

Des préoccupations partagées par les régions voisines.

La réflexion porte sur la région Pays de la Loire mais s'étend vite sur un espace interrégional plus vaste. L'ensemble des régions est confronté à ce même phénomène qui n'est donc pas une spécificité locale.

Les Hommes, les structures, la vie démocratique : enjeux majeurs

Les principales idées émises ont été classées en considérant que notre avenir se joue :

I - Les Hommes

Des hommes plus nombreux et plus qualifiés, Recherche et Développement accrus.

avec et pour les Hommes :

- accroissement de la population active et élévation générale des niveaux de qualifications
- une priorité majeure donnée à la Recherche et Développement.

II - Les structures

Un univers décisionnel à l'échelle des problèmes. Des réseaux performants faisant une région attractive.

dans le cadre de structures adaptées, renouvelées et simplifiées :

- participation active au développement durable
- adaptation des entités territoriales aux nouveaux enjeux
- rééquilibrage et développement des réseaux de transports

III - La vie démocratique

Une vraie démocratie qui écoute et qui décide, où chacun se sent concerné.

en s'appuyant sur une démocratie plus participative pour redonner de la force et de l'autorité à la démocratie électorale :

- gestion participative en matière de santé
- qualité de vie et attractivité grâce aux valeurs des Hommes et des réseaux
- démocratie vraie et gouvernance
-

I - Les Hommes

1.1 UN DOUBLE IMPERATIF : L'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION ACTIVE ET L'ÉLÉVATION GÉNÉRALE DES NIVEAUX DE QUALIFICATION

Un passé dynamique grâce aux jeunes. Un futur qu'il faut vouloir équilibrer en renversant la tendance au vieillissement.

La différenciation de notre région, caractérisée par un taux élevé de jeunes, a été l'un des leviers principaux de la dynamique passée. Or, on connaît avec un fort degré de certitude, si rien n'est fait, les perspectives démographiques à 15 ans, qui sont celles d'un vieillissement considérable la rapprochant de la situation nationale.

Créer un univers d'accueil attractif

L'équilibre sociétal autant que l'assurance de notre devenir militent en faveur de la

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PAYS DE LA LOIRE

pour les jeunes ménages

recherche d'une situation au moins équivalente à ce que nous avons connu. Pour cela, nous devons favoriser le retour à un taux de fécondité plus fort avec le souci de garder les jeunes ensuite. Une politique d'accueil des enfants en bas âge autant que celle d'un foncier accessible aux jeunes ménages sont des éléments essentiels. Beaucoup de jeunes seraient prêts à quitter la région parisienne, et quoique attirés par les Pays de la Loire sont parfois repoussés par les difficultés de s'y implanter, notamment dans les plus grandes agglomérations.

Se préparer à une immigration mesurée assortie d'un accueil organisé et digne.

Parallèlement à cet effort, il faut se préparer à une immigration mesurée mais inéluctable, notamment dans le cadre de l'élargissement de l'Europe. Ces nouveaux venus devront être informés, formés, acculturés et répartis en fonction de leurs compétences et en harmonie avec les besoins. La réponse à ces nécessités économiques exige en parallèle d'organiser un accueil sur le long terme avec le souci du respect de la dignité des personnes.

Accroître de 50 à 100 000 personnes la population active par rapport aux prévisions à 15 ans.

Au total l'ambition devrait être de bénéficier d'une population active de jeunes supérieure de 50 à 100 000 personnes aux prévisions à 15-20 ans. Ces chiffres permettraient de poursuivre un développement et de garder les équilibres. Ne pas les atteindre serait un risque majeur d'appauvrissement de la dynamique régionale.

Accroître parallèlement les savoirs et les compétences afin de conforter les emplois en valorisant les productions et en accroissant la productivité.

A ces éléments quantitatifs, il est nécessaire d'ajouter celui, qualitatif, d'un accroissement général des savoirs et des compétences. Un véritable effort de renouvellement de la pédagogie et des matières enseignées doit être promu. On ne peut admettre que persiste tant de chômage des jeunes quand tant d'entreprises restent à la recherche de compétences. Aussi faut-il, en s'inspirant d'expériences réussies, tout mettre en œuvre pour que chacun soit guidé pour trouver sa voie dans un domaine qui lui convient et si possible en développement. Un véritable effort de qualification et d'expertise doit être réalisé pour atteindre un meilleur rang en France en matière de PIB par habitant. Pourquoi ne pas viser une des 5 premières places des régions dans 10 ans, alors que l'on est loin du compte aujourd'hui (53.578 € quand la moyenne province est de 56 452 € et française de 61 574 €) ?

Viser une des 5 premières places parmi les régions françaises.

L'ambition de disposer d'un ensemble universitaire de niveau international centré sur la métropole régionale doit y concourir, en association avec les grandes agglomérations voisines.

Vers un Campus d'envergure internationale à Nantes - Saint Nazaire, entraînant la région Ouest tout entière.

1.2 UNE PRIORITE MAJEURE : LA RECHERCHE – DEVELOPPEMENT ET LES RESEAUX DE SON EXPLOITATION

Une anomalie grossière et dangereuse : la région mal placée dans une France en queue de peloton européen !

La région des Pays de la Loire consacre 0,7 % de son PIB à la recherche (1 % en moyenne pour l'ensemble des régions hors Ile de France) quand la France, pourtant au 16^{ème} rang européen derrière la Finlande, y consacre 1,4 % de son PIB. L'effort régional devrait atteindre 3 % pour rattraper le retard.

Multiplier les réseaux, doubler puis quadrupler les moyens, conforter les filières porteuses, en inventer de nouvelles en trouvant les Hommes.

Il est urgent de mettre en place encore plus vigoureusement les réseaux essentiels pour faciliter les échanges et accroître la recherche. L'ambition devrait être de doubler immédiatement le budget recherche de la Région (1,4 %) et de prévoir de rattraper le retard en le doublant à nouveau dans 5 ans.

Attirer les étudiants et les chercheurs de tous les pays. Envoyer nos élites dans les centres mondiaux.

Il est indispensable aussi de rechercher la collaboration de tous ceux, étrangers ou non, dont la réputation ou l'expertise voire le génie sont patents, dans les disciplines que l'on veut promouvoir. L'accueil des étrangers est important et devrait être encore mieux organisé. De même, un apprentissage des élites ligériennes dans de grands laboratoires

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PAYS DE LA LOIRE

mondialement reconnu devrait être davantage encouragé et favorisé.

Des moyens pour assurer un confort familial et professionnel attractif.

La notoriété des Pays de la Loire dans certains domaines scientifiques ne suffit pas, on le sait, à attirer les bons sujets. Il faut leur offrir le confort matériel qu'ils trouveraient ailleurs. Pour cela, il faut des moyens et donc choisir de réduire certaines aides qu'on sait sans avenir immédiat, pour assurer cet investissement primordial.

Créer les réseaux et les conditions de développement dans quelques filières phares.

Si les moyens économiques sont importants, un travail considérable reste à faire dans le monde de la recherche qui n'a pas encore su se mobiliser suffisamment au travers de ses universitaires chercheurs et industriels, pour utiliser les fonds européens qu'il était possible d'obtenir. Il faut donc investir dans une meilleure information et favoriser le montage de réseaux sur des thèmes sur lesquels on devrait prétendre à l'excellence

Donner la priorité à l'innovation qui portera le devenir des développements possibles de la recherche... les emplois sont à ce prix.

A ces efforts en matière de recherche et développement, devrait s'ajouter une vive promotion de l'innovation et pour cela :

- augmenter la présence de scientifiques dans les structures d'aide à l'innovation,
- développer chez les chercheurs eux-mêmes une culture en matière de gestion et de management,
- valoriser les échanges avec les entreprises,
- soutenir la création de sociétés unipersonnelles d'investissement providentiel,
- accroître le niveau d'investissement dans les entreprises industrielles en poursuivant la politique d'accompagnement des risques, élargie par la création d'un « fonds régional d'investissement » par exemple,
- élever, pour tous, le niveau général des qualifications et des compétences comme on l'a déjà écrit et que l'on tient comme primordial à tous niveaux.

Développer les rapprochements entre entreprises, enseignants et chercheurs.

Élever le niveau général des savoirs et des compétences

II – Les Structures

2.1 UNE PARTICIPATION ACTIVE AU DEVELOPPEMENT DURABLE

L'explosion démographique se joint à la consommation d'énergie et de biens naturels pour déstabiliser la planète.

Si on se projette à long terme, on sait que le formidable accroissement démographique de la planète qui en un siècle passera de 2,5 milliards d'habitants à près de 9 milliards, joint à la consommation grandissante d'énergie et de biens naturels, nous entraînent vers des problèmes cruciaux pour notre existence même, ou pour celle des générations à venir !

L'Homme est devenu l'auteur principal des grandes mutations.

Il n'est pas nouveau que la planète subisse de grandes ères de restructuration. Il est nouveau que ce soit l'Homme lui-même qui crée les phénomènes et les accélère. La prise de conscience est générale, mais l'application concerne chacun autant que la collectivité tout entière.

La stabilisation demande un effort continu d'une chaîne individuelle et collective qu'il ne faut pas rompre.

Compenser les effets dommageables engendrés par l'accroissement de notre confort est devenu une nécessité. Quoique très coûteuse, elle doit être prise en compte. Malgré des avancées, elle ne l'est pas assez. La chaîne des efforts individuels et collectifs doit être continue : pour la rivière de la source à l'Estuaire, pour l'air et les nuages radioactifs il n'y a pas de frontières.

La Région à la croisée des chemins pour s'assurer de la continuité doit avoir un budget approprié.

La grande Région semble être la bonne dimension pour organiser et contrôler les efforts nécessaires de tous sur son territoire. Il faut aussi s'assurer que les autres régions, l'Etat, l'Europe, les nations concourent à cette pérennisation de notre univers, que la défaillance d'un seul peut mettre en péril.

Le budget qui devra y être consacré est important et porte quelquefois sur un avenir lointain qu'on voudrait repousser : ce serait grave et c'est pourquoi le CESR inscrit ce chapitre dans les grandes priorités du développement à terme maîtrisé.

2.2 LA NÉCESSITÉ D'ADAPTER LES ENTITÉS TERRITORIALES AUX NOUVEAU ENJEUX

Entre le quartier ou le village, base de la vie de proximité, et une région à dimension européenne, l'Ouest doit s'organiser.

Dans 20 ans, la perception des grands enjeux seront à la dimension de l'Ouest et non à celles des régions actuelles. Entre le quartier ou le village, base de la vie de proximité, et une région à dimension européenne, l'Ouest doit s'organiser en réformant l'empilement actuel des structures.

Un nouveau partage entre l'Etat, la grande Région, les Départements adaptés et les Communautés de base élargies.

Dans ce nouveau partage, on retrouvera les duos de fait observés : l'Etat et la grande Région, le Département adapté et la Ville, mais à une dimension à l'échelle des problèmes tels qu'ils existent aujourd'hui et évolueront demain.

Une décision politique forte, porteuse d'avenir si tous les acteurs agissent ensemble.

Il s'agit là d'un parti fort, qui demande l'adhésion de tous et l'initiative des élus. On peut penser que ce grand dessein sera d'autant plus facile à atteindre que la répartition sera annoncée et assortie des voies et moyens pour le faire. En termes concrets cela nécessite une répartition nouvelle et volontaire des moyens collectifs existants, demandant des choix clairs.

Profiter de l'expérimentation dans le cadre de la décentralisation.

La nouvelle étape de décentralisation devrait permettre d'organiser le passage d'un modèle à l'autre en favorisant largement des expérimentations liées à des projets concrets (l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes en est un bon exemple).

Une métropole nécessaire mais ouverte sur sa région et fédératrice de réseaux.

Cette nouvelle organisation en marche, mais qu'il faut accélérer et clarifier, devra s'appuyer sur une métropole européenne attractive avec un grand port et un aéroport à la dimension de l'Ouest. Nantes – Saint-Nazaire a manifestement la vocation à être le point d'ancrage de cette métropole : son attractivité autant que celle de toute la région (zones rurales et urbaines) doit passer par un partage harmonieux des services rares entre les villes de l'Ouest qui font une métropole. Un réseau performant de structures d'échanges entre elles doit alors accompagner cette volonté.

2.3 LE RÉÉQUILIBRAGE DES RÉSEAUX DE TRANSPORT : LA ROUTE DOIT CEDER LA PRIORITE

2.3.1 Les transports de marchandises

Un rééquilibrage nécessaire rail - route

Depuis des années, une forte progression des échanges de marchandises se poursuit au bénéfice principal de la route qui représente 82 % de ceux-ci en Pays de la Loire. Cela s'explique en partie par le fait qu'il s'agit principalement de flux à courte distance (66 % sont internes à la région).

Miser sur le port de Nantes tourné vers la mer et vers l'Europe

Pendant ce même temps, le trafic ferroviaire stagne ou diminue, quand l'ensemble du trafic progresse. Le port autonome de Nantes Saint-Nazaire poursuit sa croissance mais pourrait sans doute accroître sensiblement son poids sur la façade atlantique si la liaison par rail avec l'Est progressait : ouverture à l'Ouest et donc sur le Monde par la mer, à l'Est et donc sur l'Europe par le rail. A terme sa croissance est inéluctable ; elle se fera d'autant plus vite que nous y apporterons les infrastructures nécessaires. Enfin, le fret aérien a progressé mais est loin d'atteindre, actuellement, les flux des autres modes.

Une coordination nécessaire des acteurs avec des moyens d'action.

La multiplicité des acteurs, le plus souvent spécialisés dans un seul mode, et l'absence de chef de file dans la gestion de projets logistiques internationaux, pénalisent l'essor des services multimodaux. Il est urgent, pour assurer le développement régional, que les

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PAYS DE LA LOIRE

partenaires (Région, Port, opérateurs divers) menés par un coordonnateur, s'accordent sur l'attribution des sillons entre trafics de voyageurs (TGV-TER) et le fret. C'est une condition importante de développement vers l'international, que ne pourra assurer la seule voie routière.

Forcer sur le rail au détriment de la route

Ne pourrait-on pas surseoir au niveau régional à certains développements routiers au profit du rail ? Car il faudra bien payer et pour cela trouver des économies.

2.3.2 Les transports des Hommes

Un nouvel équilibre entre transport individuel et collectif.

L'asphyxie des villes et de certains réseaux routiers plaide en faveur, non d'un accroissement grandissant des routes et autoroutes, mais d'un nouvel équilibre entre transports individuel et collectif. Cela demande de la détermination mais devient nécessaire devant les risques environnementaux et ceux, non moindres, d'accidents.

Des transferts d'investissements courageux vers le collectif.

Ne faudrait-il pas mobiliser, pour le fer et les transports en site propre, une partie des moyens prévus pour la voirie ou la route ? Il est difficile de faire surgir en peu de temps un réseau de transport collectif attractif. Mais est-ce une raison pour repousser la résolution d'un problème dont l'acuité ne fait que croître ?

Garder nos villes à échelle humaine implique entre elles une organisation de réseaux rapides de transports.

On ajoutera à cela que si nous voulons faire de l'Ouest une région attractive où il fait bon vivre grâce à un réseau de villes moyennes à taille humaine, nous n'atteindrons de pertinence à l'échelle européenne qu'en assurant entre celles-ci des liaisons fortes et rapides. Ce ne peut être uniquement la route, et le choix que nous faisons impliquera des efforts particuliers sur les réseaux de transports collectifs, tant intra-région Ouest qu'en liaison avec les grands axes européens, car notre chance est liée au final à l'internationalisation des échanges. De tels aménagements très coûteux sont le prix à payer de la pérennisation de nos villes moyennes. Ils nécessiteront par conséquent des choix qu'il conviendra de définir et d'assumer.

Pas un ligérien à plus de 5 ou 10 minutes d'un transport collectif en zones urbaines et rurales.

«Pas un Ligérien à plus de 5 minutes à pieds ou 10 minutes en voiture d'un transport collectif, en 2015 », devrait être retenu comme objectif en différenciant les zones rurales et urbaines.

2.3.3 Les transports de données

Une meilleure coordination des évolutions en matière de TIC étendue à tout l'Ouest..

Les investissements concernant les Technologies de l'information et de la communication sont déjà conséquents et la Région a su à temps inscrire leur développement. Il faudrait cependant assurer une meilleure coordination, sur l'ensemble de l'Ouest, entre les acteurs, qu'ils soient publics ou privés, et faire en sorte d'avoir des réseaux plus étendus, y compris en zone rurale. Des évolutions désordonnées conduiraient à la ruine et à l'inefficacité généralisée.

III – La Vie Démocratique

3.1 LA GESTION PARTICIPATIVE DE LA SANTÉ ET LA PLACE DE LA PRÉVENTION

La Santé un bien primordial, responsabilité de la société tout entière.

La santé est l'affaire de tous et d'abord de chacun.. Il est surprenant que ce qui touche à la santé soit d'abord l'affaire de représentants de l'Etat et non celle de chacun et du corps médical.

Le droit des malades est un concept récent et le CESR souhaite vivement que la Société civile soit entendue et participe à l'élaboration de tout ce qui relève de la santé. Jusqu'ici, les élus régionaux ne participaient pas, eux non plus, aux décisions relatives à la région, ce qui est anormal. Il conviendrait, pour demain, qu'une véritable démocratie s'exerce,

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PAYS DE LA LOIRE

chacun participant au niveau qui est le sien.

La promotion de la santé et la prévention, éléments majeurs pour un nouvel équilibre et plus d'égalité.

Sans avoir traité, et de loin, de l'évolution souhaitée pour les 15 à 20 prochaines années de tout ce qui touche la santé, le CESR met l'accent sur l'action préventive. Outre qu'elle peut, par certains côtés, être un élément d'économie, la promotion de la santé et la prévention sont, à coup sûr, un facteur positif pour corriger les inégalités des Hommes en matière de santé et un élément important de maintien d'une qualité de vie certaine. C'est un enjeu fort dont la réussite passe par une attention particulière portée à l'éducation sous toutes ses formes (familles, enseignements, médias, ...), la qualité de l'environnement et du travail et l'alimentation qui implique le choix de produits de qualité.

La région élargie, unité d'œuvre la plus adaptée.

L'échelon régional, actuel ou futur, est sans doute le meilleur pour appliquer au terrain la politique de santé qui doit rester nationale voire européenne. A lui de consacrer une part significative des moyens dévolus à ce secteur.

3.2 QUALITÉ DE LA VIE ET L'ATTRACTIVITÉ

Un afflux de porteurs de projets et de réalisateurs à leur suite est indispensable à notre avenir.

Etre en état de participer à l'économie européenne et mondiale passe par l'émergence d'un afflux d'hommes et de femmes capables de porter des projets innovants, par leurs recherches, leur créativité et leur entreprise. Demain, nous vendrons de l'intelligence, où que soit son application.

Nous avons tous les atouts pour réussir et cela vaut pour tout l'Ouest...

Pour que ces porteurs de projets nous rejoignent, il faut être attractif et leur offrir un univers apportant tout ce qui fait la qualité de la vie : aux moyens financiers et matériels pour leur famille et dans le cadre de leur travail, nous pouvons ajouter un environnement de grande qualité et que nous voulons protéger, une Histoire, des racines, une culture, une vie culturelle, des musées, des sites, etc ; une population entreprenante (survivance heureuse d'un capitalisme familial fort), honnête, efficace, qui a du fond ; des loisirs ; en un mot tout ce qui donne la sensation d'être dans une région où il fait bon vivre.

... mais il faut le faire savoir et les développer, ce qui peut être coûteux..

La région des Pays de la Loire a la chance d'être largement dotée en la matière, et on peut le dire de tout l'Ouest. Mais il ne suffit pas de le constater. Il faut le faire savoir et exploiter les gisements qui sont les nôtres. Il faut aussi entretenir notre bien et créer de nouveaux "produits" d'attraction : cela peut demander de très lourds investissements. En l'occurrence ces efforts apparemment superfétatoires, sont "rentables" et essentiels dans la stratégie d'attractivité et d'accessibilité à tous qui devrait être la nôtre.

Ne pas essaimer et aller à l'essentiel.

La Région participe déjà à la valorisation de ces atouts. Mais ne devrait-on pas prioriser ce genre d'investissements en allégeant les quelques dotations de soutien de projets sans avenir ou non stratégiques ?

3.3 DÉMOCRATIE VRAIE ET GOUVERNANCE

Une large participation des citoyens.

Les orientations à long terme d'une évolution territoriale ne peuvent être arrêtées et avoir des chances de succès sans une large participation des citoyens. Considérant les dysfonctionnements souvent dénoncés, le CESR demande que soit favorisée l'expression de tous pour la réussite de notre devenir. Il faut pour cela :

Tenir compte des hommes dans leurs différences.

- Tenir compte des Hommes dans leurs différences qu'elles soient culturelles, sociales, ethniques ou comportementales et chercher la bonne adaptation des lois et règlements indispensables quand cela est possible.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PAYS DE LA LOIRE

Revoir les empilements de structures.

- Revoir de façon drastique les empilements de structures administratives ou électives incompréhensibles et par là même inefficaces ou faisant double emploi (pour ne pas dire plus !) : le citoyen ne s'y retrouve pas, et donc ne peut s'intéresser à la chose publique et participer à l'action.

Pour une information rapide, fiable et accessible à tous sur les grands sujets : emploi, santé, économie, formation...

- Donner rapidement et sans retenue des informations fiables : en matière d'économie, de santé, d'emploi, de formation... chacun souhaite un « observatoire » approprié et « dévolu » à sa préoccupation. Il est nécessaire que les données, qui pour la plupart existent, soient traitées par une seule entité et diffusées rapidement de façon fiable en fonction des besoins spécialisés. Il est anormal que des statistiques partielles soient encore aujourd'hui fournies avec retard, quand les décisions à prendre nécessitent de connaître l'état le plus proche des situations.

Démocratie participative : des moyens d'expression à tous les niveaux décisionnels pour la Société civile.

- Permettre à la Société civile de s'exprimer de manière organisée et responsable à chaque niveau de décision : local (communautés locales, villes), départemental et régional, pour ce qui existe aujourd'hui. Pour cela il faut créer de véritables assemblées consultatives (comme les CESR à l'échelon régional) ayant des moyens suffisants de fonctionnement, dans un espace indépendant du pouvoir électif. Dans un univers où les médias ont acquis une telle puissance et où le pouvoir politique a tant évolué, il est indispensable de permettre cette expression libre de la Société civile pour qu'une véritable démocratie participative puisse s'exercer.

Jouer l'Europe.

- Enfin, l'Europe est une chance à saisir : la démocratie ne peut s'exercer désormais que dans l'univers européen qui n'est plus une hypothèse pour demain mais une réalité dont les orientations s'imposent. La grande Région à laquelle le CESR aspire est l'unité d'expression qu'il choisit pour que la France s'exprime avec force dans le concert des nations européennes.

Adopté le 20 novembre 2003

Présents 97

Pour : 71

Contre : 14

Abstentions : 12